

ANALYSE CONJONCTURELLE DE LA  
FILIÈRE CONSTRUCTION

1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2024



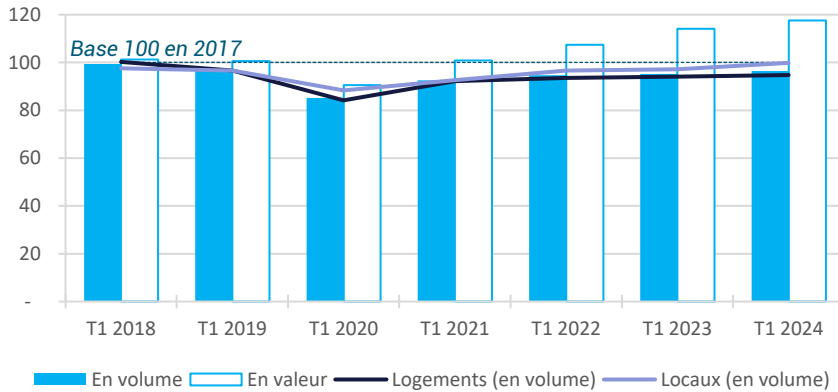
JUILLET 2024



## ➤ L'activité entretien-rénovation progresse légèrement au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 alors que les prises de commandes se raffermissent

Évolution de l'activité entretien-rénovation au 1<sup>er</sup> trimestre par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année précédente (base 100 en 2017)

Unités : évolution par rapport à n-1 en base 100 à 2017



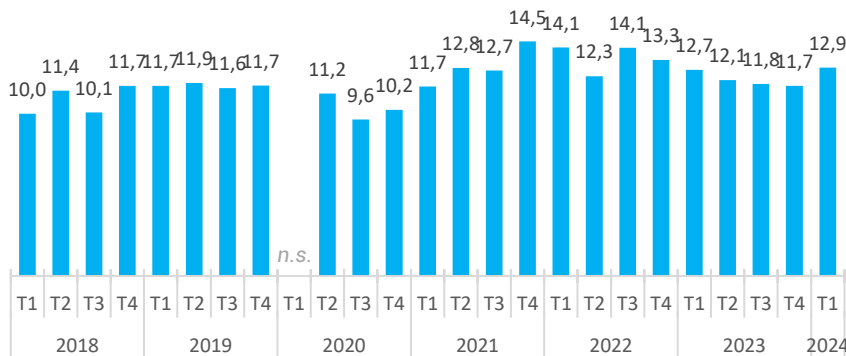
### +1,3%

de travaux facturés par les entreprises du bâtiment au T1 2024 par rapport au T1 2023 (en volume)

- La tendance trimestrielle est de +0,7% dans le segment résidentiel et de +2,8% dans le segment non-résidentiel.

L'activité entretien-rénovation progresse de 1,3% en volume de travaux facturés au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 par rapport à un an plus tôt en Provence-Alpes-Côte d'Azur. La dynamique semble légèrement ralentir ce trimestre, alors que les deux derniers trimestres ont respectivement été mesurés à +2,0% et +1,8%. En euros courants, la hausse de la facturation se chiffre à +3,1% sur la période.

Niveau trimestriel du carnet de commandes en entretien-rénovation (en semaines) des entreprises de Bâtiment



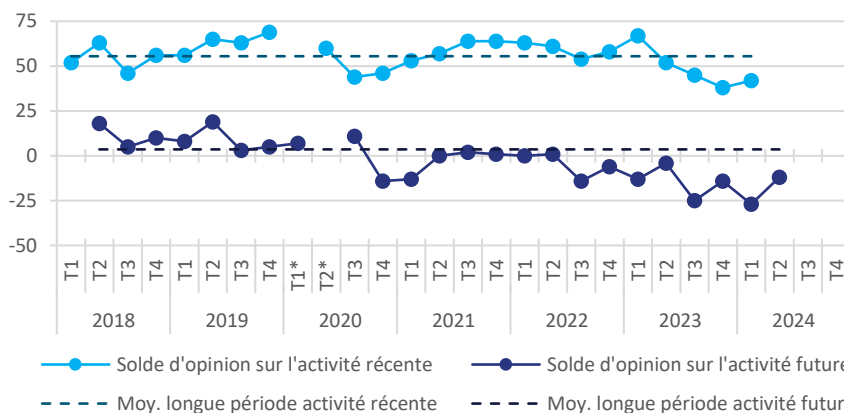
### 12,9 semaines

de carnet de commandes au T1 2024

Les carnets de commande en entretien-rénovation progressent en revanche nettement au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 dans la région, avec plus d'une semaine gagnée en un trimestre. Ils affichent d'ailleurs un niveau inédit depuis 2022, époque où les chantiers accumulés lors des confinements Covid n'avaient pas encore été purgés.

Soldes d'opinion des entreprises du bâtiment sur leur activité en entretien-rénovation

Unité : solde d'opinion



### +42

solde d'opinion des entreprises du bâtiment sur leur activité en entretien-rénovation au T1 2024

L'appréciation des entreprises Bâtiment de la région sur leur situation économique reste dégradée au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, avec un solde d'opinion qui, s'il progresse de 4 points par rapport au trimestre précédent, reste 14 points sous son niveau moyen pour un premier trimestre.

### -12

solde d'opinion des entreprises du bâtiment sur l'évolution de leur montant de facturation en entretien-rénovation au T2 2024

Si elle reste également bien en-deçà de sa moyenne longue période (-16 points), l'opinion des entreprises Bâtiment de la région sur leur activité future s'améliore également, de manière plus nette encore, en miroir à des prises de commandes plus dynamiques : le solde gagne ainsi 15 points par rapport aux trois derniers mois, à son plus haut niveau depuis un an.

**Note :** Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

\*Les données pour le premier trimestre 2020 n'ont pu être diffusées, le taux de réponse à l'enquête (réalisée en avril 2020 pour ce trimestre) étant extrêmement faible du fait du confinement strict.

Source : Enquête trimestrielle réseau des CERC

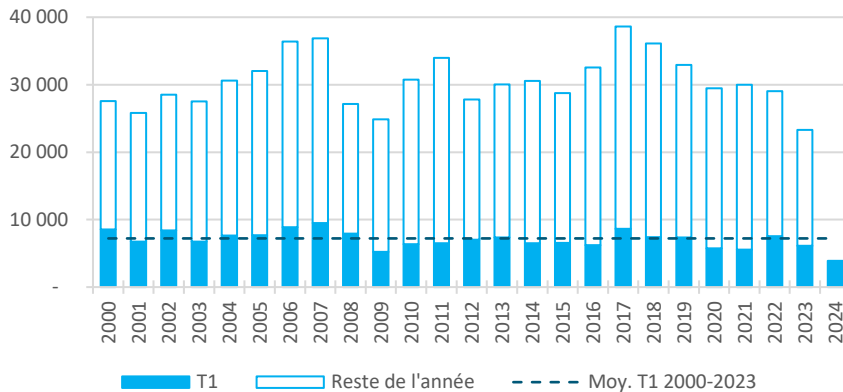




## ➤ Les mises en chantier de logements neufs et les délivrances de permis au plus bas

Nombre de logements commencés	Au T1 2024	Évol. par rapport au T1 2023
Total logements commencés	3 870	-37,0% ▼
Individuel pur	1 050	-36,1% ▼
Individuel groupé	460	-30,6% ▼
Collectif	2 350	-38,5% ▼

Nombre de logements neufs mis en chantier au 1<sup>er</sup> trimestre puis sur le reste de l'année



**-37%**

de logements neufs mis en chantier au T1 2024 par rapport au T1 2023

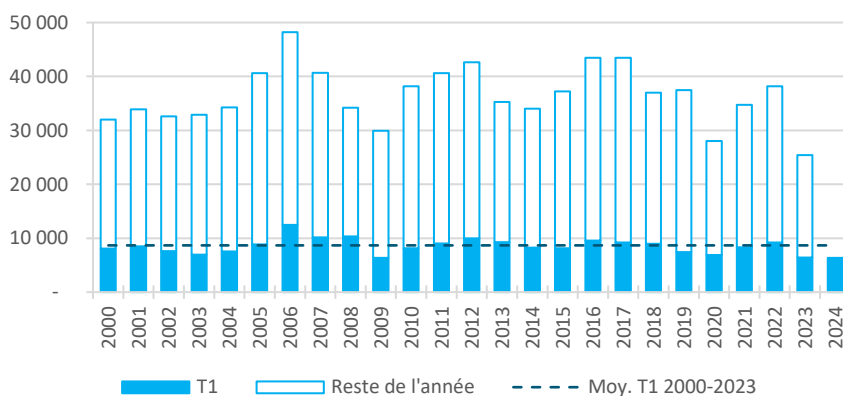
Les mises en chantier de logements neufs ont reculé de -37% au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 par rapport à un an plus tôt, s'affichant à leur plus bas niveau trimestriel historique. Jamais depuis le début du suivi statistique en 2000 un trimestre n'avait en effet enregistré moins de 4 000 logements mis en chantier dans la région.

Ce mauvais trimestre confirme la tendance observée depuis près de deux ans désormais, avec une décline historique de la construction neuve. Les causes sont multiples d'après les professionnels (hausse des coûts depuis la pandémie Covid aggravée par la crise énergétique consécutive à la guerre en Ukraine, normes environnementales plus strictes augmentant les coûts de construction, recul de la demande suite à la remontée des taux d'intérêts et la baisse du pouvoir d'achat des ménages, réduction progressive des dispositifs publics de soutien au logement), entravant fortement un secteur qui représente deux-tiers de l'activité construction neuve dans la région.

- La dynamique baissière est visible sur l'ensemble des marchés, collectif (-39% de mises en chantier entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2024) comme individuel (-34%).

Nombre de logements autorisés	Au T1 2024	Évol. par rapport au T1 2023
Total logements autorisés	6 340	-1,1% ▼
Individuel pur	1 120	-28,4% ▼
Individuel groupé	730	-4,6% ▼
Collectif	4 490	+10,1% ▲

Nombre de logements neufs autorisés au 1<sup>er</sup> trimestre puis sur le reste de l'année



**-1%**

de logements autorisés au T1 2024 par rapport au T1 2023

Les autorisations affichent quant à elles le même volume ce trimestre qu'un an plus tôt (-1% de permis délivré au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2023), soit un niveau historiquement bas : c'est le cinquième trimestre consécutif sous les 7 000 logements autorisés, plancher franchi seulement 5 fois depuis 2000, y compris pendant les confinements Covid. Le climat dans la construction résidentielle neuve reste donc sombre, sans éclaircies visibles à court-terme.

- Dans un contexte politique défavorable à l'étalement urbain, les logements individuels paient le plus lourd tribut avec une baisse des autorisations de -20% au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, et même -28% pour l'individuel diffus. À l'inverse, les logements collectifs semblent avoir enrayer leur chute, avec un volume de logements autorisés au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 en hausse de +10% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 (à comparer toutefois avec des volumes initiaux particulièrement bas).

Source : SDES, Sit@del en date réelle estimée



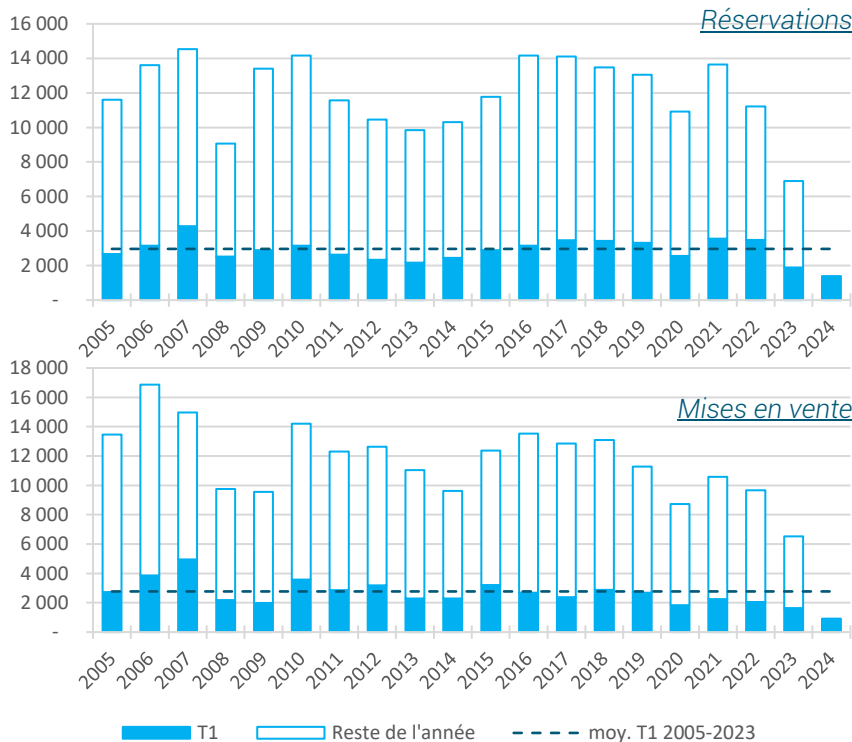


## ➤ Le marché du logement neuf à l'arrêt

La commercialisation de logements neufs	Au cours du 1er trimestre 2024	Évol. par rapport au T1 2023
Logements réservés (particuliers)	1 400	-26% ▼
dont collectifs	1 310	-25% ▼
dont individuels	90	-41% ▼
Logements réservés en bloc	1 020	+206% ▲
Prix de vente au m <sup>2</sup>	5 140 €	+1% ►

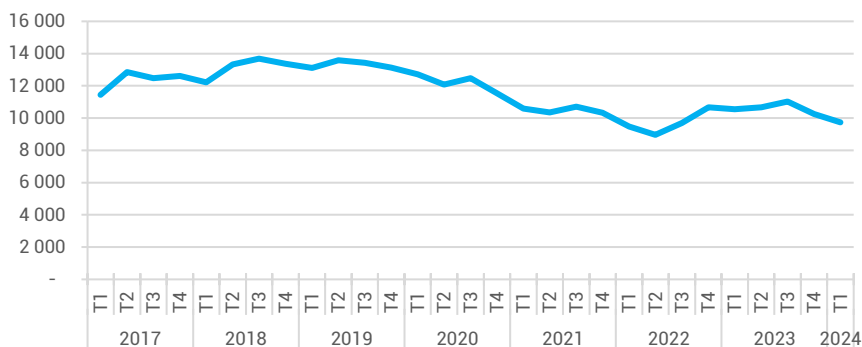
Total logements mis en vente	910	-45% ▼
dont collectifs	860	-45% ▼
dont individuels	50	-29% ▼
Stock disponible à la vente (à fin mars 2024)	9 740	-8% ▼

Nombre de logements neufs (collectifs et individuels groupés) vendus et commercialisés par des promoteurs au 1<sup>er</sup> trimestre puis sur le reste de l'année\*



Évolution de l'encours disponible de logements neufs (collectifs et individuels groupés) à la fin de chaque trimestre

Unité : nombre de logements



Source : ECLN

**-26%**

de logements neufs réservés au T1 2024 par rapport au T1 2023

1 400 logements neufs (collectifs et individuels groupés) ont été réservés par des particuliers sur l'ensemble de la région au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, en recul de -26% par rapport à un 1<sup>er</sup> trimestre 2023 pourtant déjà mal orienté (-46%). C'est le troisième trimestre consécutif sous la barre des 1 500 unités, plancher jamais franchi auparavant, même en période Covid. À titre de comparaison, les 1 400 réservations étaient dépassées sur le seul département des Bouches-du-Rhône au 1<sup>er</sup> trimestre 2022.

Malgré une amélioration sur le front du pouvoir d'achat (ralentissement de l'inflation, stabilisation des prix de commercialisation) et sur celui des crédits immobiliers (à l'échelle nationale, le taux moyen du crédit immobilier sur le marché concurrentiel s'établit à 3,89% en mars 2024 contre encore 4,2% fin décembre 2023 d'après l'Observatoire Crédit Logement/CSA), le marché immobilier reste donc toujours grappé en ce début d'année 2024.

**-45%**

de logements neufs mis en vente au T1 2024 par rapport au T1 2023

Face à ce recul drastique de la demande et à un environnement macro-économique défavorable (hausse des coûts, incitation à la sobriété foncière), les promoteurs sont plus attentistes et cherchent avant tout à vider leurs stocks avant de lancer de nouveaux projets. Ainsi, moins de 1 000 nouveaux logements (collectifs et individuels groupés) ont été mis en vente au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 dans la région, en baisse de -45% en un an (alors même que le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 était déjà orienté à -20%). C'est le deuxième trimestre consécutif sous la barre des 1 000 logements mis en vente, quand le précédent seuil minimum datait d'il y a plus de 15 ans et s'établissait à 1 525 unités.

Dans ce contexte morose, la vente en bloc vient quelque peu soulager les promoteurs : ces dernières ont triplé ce trimestre par rapport au même trimestre de 2023, représentant près de la moitié des réservations enregistrées dans la région (contre 25% en moyenne avant-Covid).

**-8%**

de logements neufs disponibles à la vente au T1 2024 par rapport au T1 2023

La vente en bloc permet donc aux promoteurs de déstocker leurs programmes (l'encours disponible diminue de -8% en un an), malgré des délais d'écoulement qui n'ont jamais été aussi élevés (7 trimestres en moyenne fin mars 2024, +2 trimestres en un an).

\*Depuis 2017, la construction sur existant est ajoutée à l'historique.

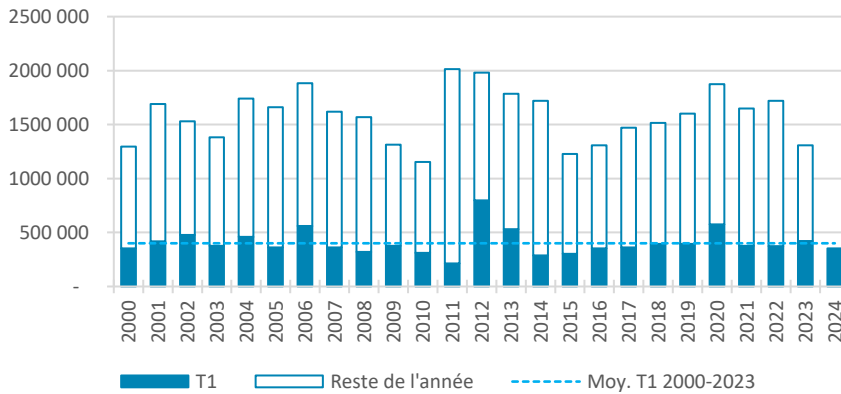




## ➤ La construction non-résidentielle également en baisse

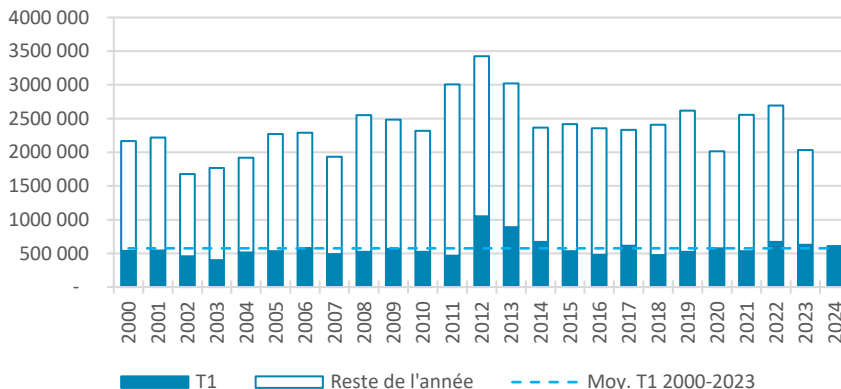
Surface commencée de locaux	Au T1 2024	Évol. par rapport au T1 2023
<b>Surface totale</b>	<b>351 200 m<sup>2</sup></b>	<b>-16,5%</b> ▼
<b>Bâtiments agricoles</b>	<b>88 000 m<sup>2</sup></b>	<b>+66,5%</b> ▲
<b>Secteur privé non agricole</b>	<b>193 300 m<sup>2</sup></b>	<b>-23,0%</b> ▼
dont locaux industriels	15 200 m <sup>2</sup>	-61,5% ▼
dont bureaux	36 000 m <sup>2</sup>	-62,9% ▼
dont entrepôts	74 400 m <sup>2</sup>	+60,0% ▲
dont commerces/artisanat	60 400 m <sup>2</sup>	+30,4% ▲
dont locaux de tourisme	7 400 m <sup>2</sup>	-66,5% ▼
<b>Secteur public</b>	<b>69 900 m<sup>2</sup></b>	<b>-40,0%</b> ▼

Surface non-résidentielle neuve (en m<sup>2</sup>) mise en chantier au 1<sup>er</sup> trimestre puis sur le reste de l'année



Surface autorisée de locaux	Au T1 2024	Évol. par rapport au T1 2023
<b>Surface totale</b>	<b>610 900 m<sup>2</sup></b>	<b>-3,0%</b> ▼
<b>Bâtiments agricoles</b>	<b>174 500 m<sup>2</sup></b>	<b>+32,2%</b> ▲
<b>Secteur privé non agricole</b>	<b>337 000 m<sup>2</sup></b>	<b>+4,1%</b> ▲
dont locaux industriels	30 700 m <sup>2</sup>	+23,8% ▲
dont bureaux	73 200 m <sup>2</sup>	+11,3% ▲
dont entrepôts	149 100 m <sup>2</sup>	+18,0% ▲
dont commerces/artisanat	62 000 m <sup>2</sup>	-26,4% ▼
dont locaux de tourisme	21 900 m <sup>2</sup>	-2,0% ▼
<b>Secteur public</b>	<b>99 400 m<sup>2</sup></b>	<b>-42,9%</b> ▼

Surface non-résidentielle neuve (en m<sup>2</sup>) autorisée au 1<sup>er</sup> trimestre puis sur le reste de l'année



Source : SDES, Sit@del en date réelle de prise en compte

### -16%

de surface non-résidentielle mise en chantier au T1 2024 par rapport au T1 2023

Un peu plus de 350 000 m<sup>2</sup> de locaux non-résidentiels ont été mis en chantier au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 dans la région, un volume en baisse de -16% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2023. C'est le quatrième trimestre consécutif en baisse en glissement annuel et le plus mauvais premier trimestre depuis 2015, confirmant le recul de la construction non-résidentielle dans le sillage de l'effondrement du marché du logement neuf.

Si la construction non-résidentielle est cyclique comme le montre l'historique du Ministère, la baisse des quatre derniers trimestres n'en est pas moins significative, avec une rupture nette des mises en chantier à partir du 2<sup>ème</sup> trimestre 2023, alors que la tendance était jusque là plutôt à la hausse.

- Les dynamiques ne sont pas homogènes selon les activités. Par exemple, les locaux agricoles et les entrepôts se montrent en forme ce trimestre, affichant même des surfaces commencées supérieures à leur niveau moyen des 20 dernières années pour un 1<sup>er</sup> trimestre. De même, les locaux d'artisanat restent dans le vert ce trimestre, à un niveau conforme à leur moyenne longue période. En revanche, les autres secteurs plongent et enregistrent ce trimestre des volumes inférieurs à leurs niveaux de référence.

### -3%

de surface non-résidentielle autorisée au T1 2024 par rapport au T1 2023

Environ 611 000 m<sup>2</sup> de locaux non-résidentiels ont été autorisés au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 dans la région, un volume en légère baisse par rapport à un an plus tôt. Si la surface non-résidentielle autorisée ce trimestre reste voisine de son niveau moyen enregistré depuis 2000 pour un premier trimestre, c'est toutefois le cinquième trimestre consécutif qu'elle baisse en glissement annuel (avec notamment une baisse de -33% au T3 2023 et une baisse de -43% au T4 2023). Dans un contexte réglementaire et politique peu favorable, où l'orientation donnée aux décideurs est vers plus de sobriété foncière, les prévisions ne sont donc pas optimistes pour les mois à venir sur ce segment de marché.

- La baisse la plus importante des autorisations est à retrouver du côté des locaux administratifs (-43% entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2024). Suivent les locaux commerciaux et d'artisanat et, dans une moindre mesure, les locaux de tourisme. Si les autres secteurs affichent du vert ce trimestre, ils restent pour la plupart en-dessous de leurs niveaux moyens de référence. Seuls les entrepôts et les locaux agricoles enregistrent une hausse significative ce trimestre, avec une surface autorisée deux fois supérieure à son niveau moyen 2000-2023.



## ➤ L'activité reste plutôt robuste dans les Travaux Publics

L'activité dans les Travaux Publics au 1er trim. 2024	Evol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T1 2023	Niveau du carnet de commandes et évol. par rapport au T1 2023
Ensemble	+1,1% ▲	8,9 mois ►
Terrassement	+11,6% ▲	8,8 mois ▲
Route	-3,3% ▼	7,5 mois ►
Canalisateurs	+4,4% ▲	7,1 mois ▼
Génie Civil	+5,0% ▲	16,5 mois ▲
Énergie	+2,4% ▲	8,4 mois ▲

**+1,1%**

d'évolution du chiffre d'affaires entre le T1 2024 et le T1 2023 pour les entreprises de Travaux Publics

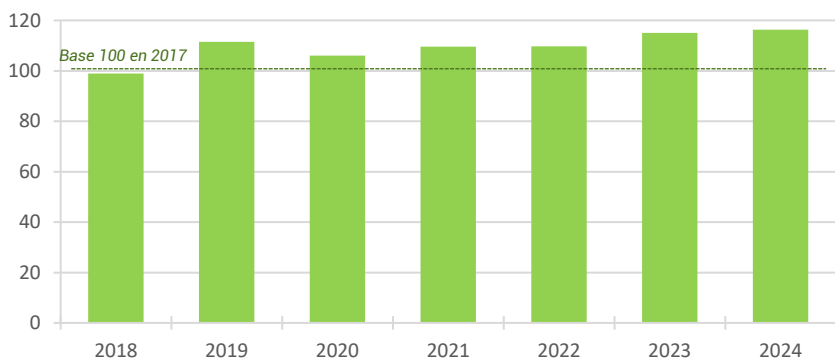
Le chiffre d'affaires Travaux Publics a progressé, en valeur, de +1,1% au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 dans la région. Soit une activité qui est restée, hors effet prix\*, globalement stable, et donc robuste, en ce début d'année 2024. De fait, en valeur, le chiffre d'affaires Travaux Publics de ce trimestre se place au-dessus de son niveau pré-Covid.

- Au niveau des métiers, la route semble plus en difficulté (-3,3% de chiffre d'affaires ce trimestre par rapport à un an plus tôt) alors que l'activité a été plus satisfaisante dans les autres marchés (+2,4% pour le secteur énergie, +4,4% pour les canalisateurs, +5,0% pour le génie civil et même +11,6% pour les terrassiers).

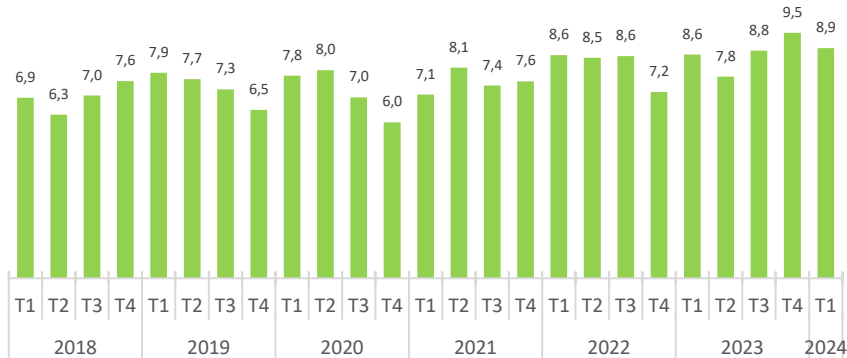
\*L'index TP01 de l'INSEE, indice de référence pour mesurer l'effet prix dans l'activité Travaux Publics, a progressé de +1,2% entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2024. Après une forte inflation enregistrée entre fin 2021 et début 2023 (l'indice TP01 a par exemple grimpé jusqu'à +11,8% fin juin 2022 en glissement annuel), celle-ci semble donc se contracter depuis plusieurs mois et ne joue désormais qu'un rôle secondaire dans l'évolution du chiffre d'affaires.

### Évolution de l'activité Travaux Publics au 1<sup>er</sup> trimestre par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année précédente (base 100 en 2017)

Unité : évolution par rapport à n-1 en base 100 à 2017



### Niveau trimestriel du carnet de commandes (en mois) des entreprises de Travaux Publics



**8,9 mois**

de carnet de commandes pour les entreprises de Travaux Publics au T1 2024

Avec 8,9 mois de travail garanti au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 pour les entreprises de Travaux Publics de la région, les prises de commande restent dynamiques et se maintiennent à un haut niveau, dans la continuité des mois précédents.

- Les carnets de commandes progressent dans les métiers du terrassement, du génie civil et de l'énergie, alors qu'ils se stabilisent dans la route et reculent légèrement pour les canalisateurs. Mais tous les métiers possèdent une visibilité supérieure à 6 mois, souvent même supérieure à trois trimestres. Le génie civil possède l'agenda le plus garni du secteur avec une visibilité jusqu'à l'été 2025.

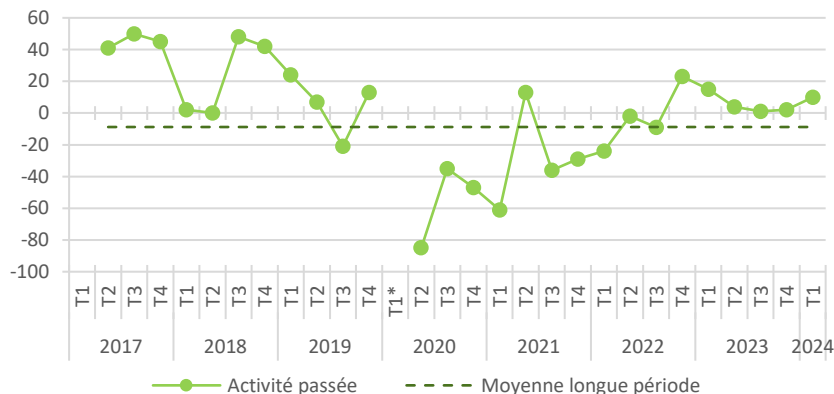




# ➤ Le moral des chefs d'entreprises de Travaux Publics reste positif malgré des signes d'inquiétude sur la trésorerie et la main-d'œuvre

## Évolution de l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur activité récente

Unité : solde d'opinion



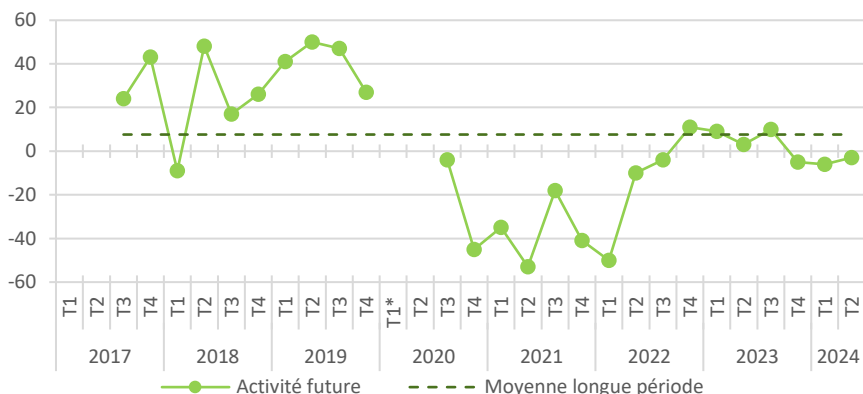
**+10**

solde d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leur activité du T1 2024

Selon la dernière enquête trimestrielle menée par la FNTTP, 30% des entreprises de Travaux Publics de la région ont enregistré une hausse de leur activité au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 (+13 points en un trimestre) et 20% ont enregistré une baisse (+5 points en un trimestre). La plus forte proportion d'entreprises satisfaites fait mécaniquement grimper le solde d'opinion (+8 points en un trimestre, pour se placer 19 points au-dessus de sa moyenne longue période). En lien avec une stabilisation globale de l'activité, ce solde d'opinion positif mesure non pas un optimisme béat mais plutôt un soulagement chez les chefs d'entreprises de voir leur activité se maintenir dans un climat des affaires dégradé.

## Évolution de l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur activité future

Unité : solde d'opinion



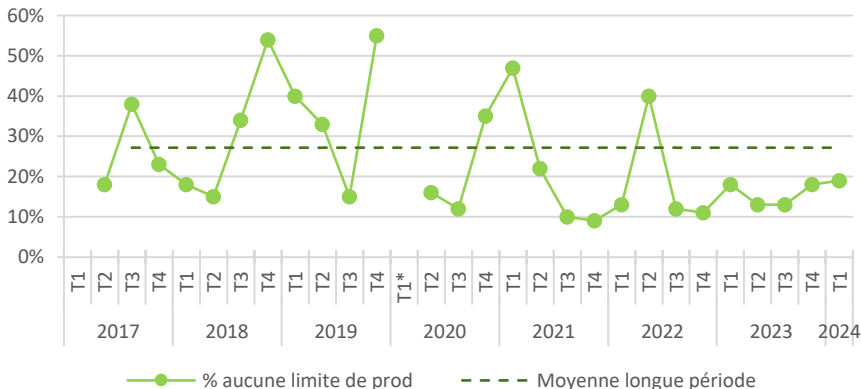
**-3**

solde d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leur activité envisagée au T2 2024

Preuve de cet optimisme contenu, le solde d'opinion sur l'activité à venir ne décolle pas malgré une activité relativement satisfaisante : seules 10% des entreprises de Travaux Publics de la région prévoient une hausse, même légère, de leur activité sur les trois prochains mois, un niveau certes en hausse de +5 points par rapport au trimestre précédent mais qui reste bas au regard de l'historique. 13% envisagent d'ailleurs une baisse de leur activité dans le mois à venir, en hausse de +2 points en un trimestre. Résultat, le solde d'opinion reste inférieur de 10 points à sa moyenne longue période.

## Pourcentage d'entreprises de Travaux Publics n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production

Unité : % d'entreprises



**81%**

des entreprises de Travaux Publics limitées dans leur production au T1 2024

Les difficultés persistent sur le terrain pour les entreprises de Travaux Publics (81% indiquent être limitées dans leur production à fin mars 2024, stable sur un an), notamment sur le volet financier (21% des entreprises interrogées pointent encore une contrainte financière, en hausse de +4 points en un an) et sur le manque de main-d'œuvre (54% des entreprises indiquent encore ne pas avoir assez de personnel fin mars 2024, en progression de +21 points en un an). En revanche, la crainte d'une demande insuffisante s'évapore face à une activité somme toute résiliente (20% des entreprises interrogées sont concernées, en baisse de -29 points par rapport à l'année précédente et plus faible proportion depuis l'été 2022).

\*Pendant la période de confinement général, l'enquête trimestrielle de conjoncture dans les travaux publics d'avril 2020, dont la collecte a été réduite à internet uniquement, a pâti d'un taux de réponse extrêmement faible et ses résultats n'ont par conséquent pas pu être diffusés. Le taux de réponse à l'enquête s'est ensuite redressé en juillet, la collecte ayant été menée à nouveau par internet et par envoi postal (questionnaire papier).

Source : Enquête trimestrielle FNTTP / INSEE

Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

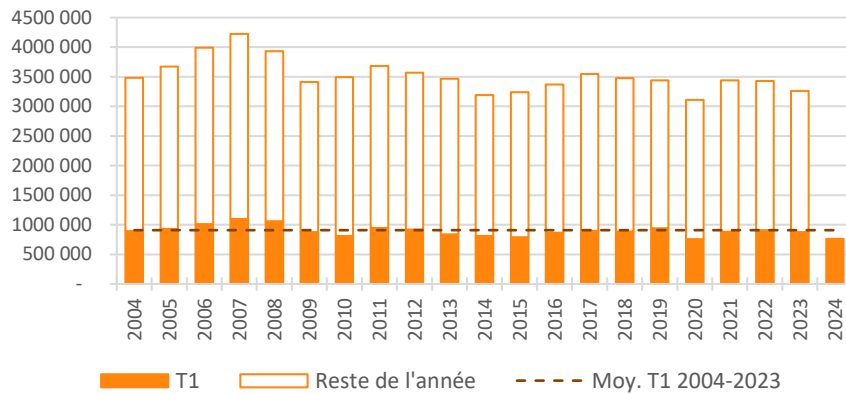




➤ La production de matériaux impactée par la crise de la construction neuve

La production de matériaux	Au T1 2024	Évol. par rapport au T1 2023
Production de BPE	764 770 m <sup>3</sup>	-12,8% ▼
Production de Granulats	4 490 kT	-10,4% ▼

Production de BPE (en m<sup>3</sup>) au 1<sup>er</sup> trimestre puis sur le reste de l'année

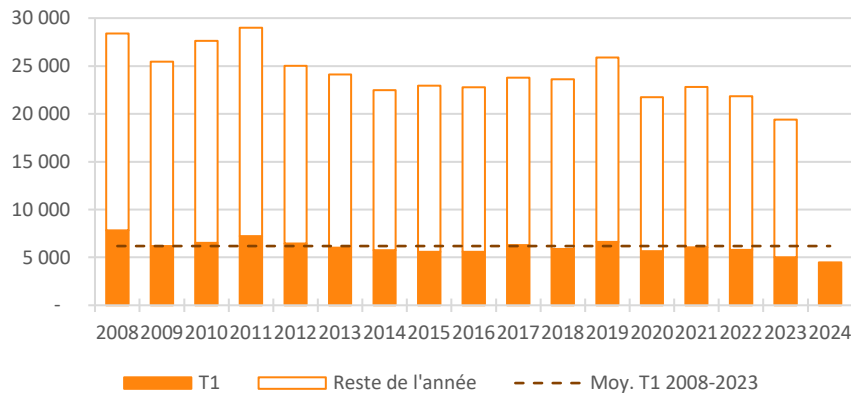


**-13%**

de BPE produits au T1 2024 par rapport au T1 2023

Alors que le secteur du bâtiment est en crise, il entraîne dans son sillage le premier maillon de sa chaîne de valeur, le béton prêt à l'emploi. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, la production régionale de BPE s'est ainsi repliée de -12,8% par rapport à un an plus tôt et enregistre son plus bas volume pour un premier trimestre depuis le début du suivi statistique en 2004 (hors 2020). Ce mauvais trimestre s'inscrit dans une tendance lourde puisqu'ils s'agit du septième trimestre consécutif de baisse en glissement annuel. Et la dynamique baissière s'accroît puisque les livraisons de BPE s'affaiblissent à -2% le trimestre précédent, pour un bilan annuel à -5% en 2023.

Production de granulats (en kT) au 1<sup>er</sup> trimestre puis sur le reste de l'année



**-10%**

de granulats produits au T1 2024 par rapport au T1 2023

Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité ambiante puisque la production régionale de granulats s'est contractée de -10,4% sur 1<sup>er</sup> trimestre 2024 par rapport au même trimestre de 2023. Il s'agit du cinquième trimestre consécutif de baisse en glissement annuel et du plus mauvais premier trimestre depuis le début du suivi statistique en 2008. Malgré une activité Travaux Publics globalement positive dans la région, l'activité granulats paie sans doute le ralentissement observé sur le métier de la route et l'utilisation de plus en plus importante de matériaux secondaires (19% de la production régionale de ressources minérales en 2021, +6 points en un an).

Source : UNICEM





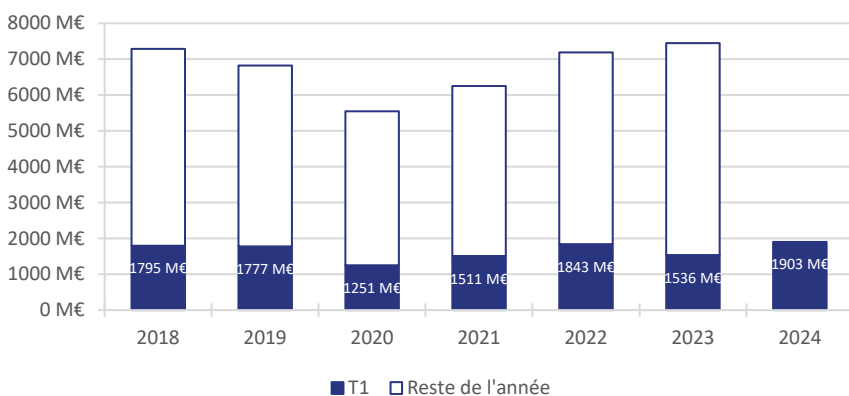


## ➤ Forte progression en valeur des achats publics, notamment de la part de l'État

	Nombre de marchés			Montant des marchés		
	Au cours du 1 <sup>er</sup> trimestre 2024	Évol. par rapport au T1 2023		Au cours du 1 <sup>er</sup> trimestre 2024	Évol. par rapport au T1 2023	
Total des AO publiés	1 190	-1,1%	▼	1900 M€	+23,8%	▲
dont TP*	380	-14,1%	▼	540 M€	+19,7%	▲
dont bâtiment*	630	+6,9%	▲	800 M€	+40,4%	▲
dont pôle local	680	-6,4%	▼	920 M€	+4,8%	▲
dont conseils territoriaux	90	+7,5%	▲	180 M€	+69,1%	▲
dont État	140	+19,7%	▲	310 M€	+104,9%	▲
dont autres	270	+1,5%	▲	490 M€	+22,8%	▲

\*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction, et n'ont donc pas pu être recensés ici.

### Montant des marchés publics de Travaux (en M€) publiés au 1<sup>er</sup> trimestre puis sur le reste de l'année



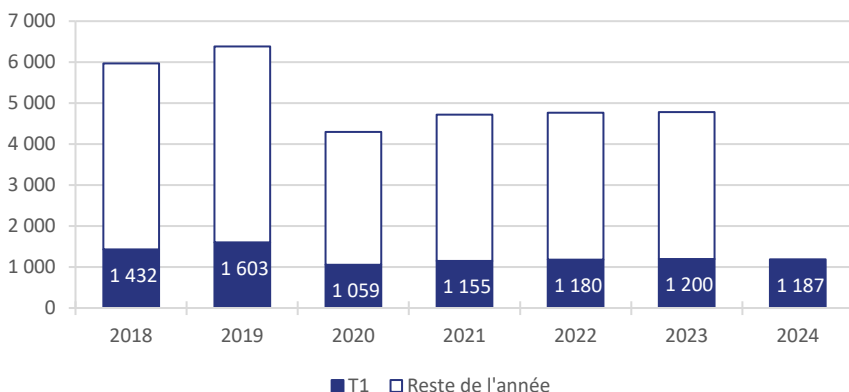
**+23,8%**

### d'achats publics de travaux (en valeur) au T1 2024 par rapport au T1 2023

Le montant de la commande publique pour des marchés de travaux ne cesse de progresser dans la région depuis un an : au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, elle atteint 1,9 Md€, en hausse de +24% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2023. C'est le meilleur premier trimestre en valeur d'achats publics de travaux depuis 2018. Ce trimestre suit deux trimestres déjà en forte hausse (+21% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022 et de nouveau +21% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023).

- Tous les acheteurs affichent une hausse de leurs achats publics de travaux en valeur ce trimestre. Mention spéciale pour l'État qui a doublé son enveloppe entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2024. La valeur des achats publics de travaux progresse à la fois pour les travaux de bâtiment et pour les travaux publics.

### Nombre d'appels d'offres publics de Travaux publiés au 1<sup>er</sup> trimestre puis sur le reste de l'année



**-1,1%**

### d'appels d'offres publics de travaux publiés au T1 2024 par rapport au T1 2023

Pour autant, le nombre de marchés publiés reste d'une remarquable stabilité depuis trois ans. Cette différence qui s'accroît entre le volume et la valeur de la commande publique est évidemment due à la forte inflation enregistrée dans le pays depuis près de deux ans, faisant mécaniquement augmenter le prix des travaux, même si d'autres facteurs plus structurels ne sont pas à négliger, comme la volonté de la part des donneurs d'ordre de privilégier de plus en plus le financement de grands projets structurants, dans un contexte d'adaptation au changement climatique.

- À part le pôle local, plus en difficulté en ce début d'année, tous les acheteurs affichent une hausse de leurs achats publics de travaux, en volume, ce trimestre. En revanche, si les marchés de travaux publiés pour le Bâtiment progressent ce trimestre, ils reculent assez nettement pour les Travaux Publics.

Source : Vecteur Plus

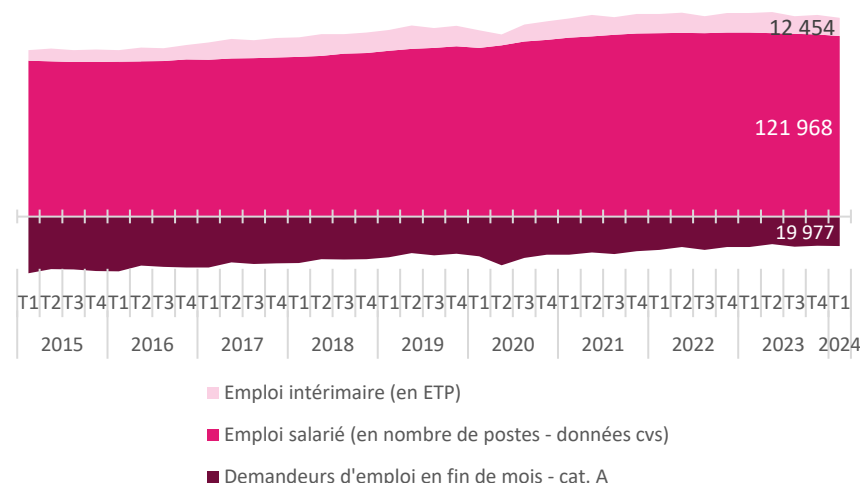




## ➤ L'emploi se maintient dans la Construction

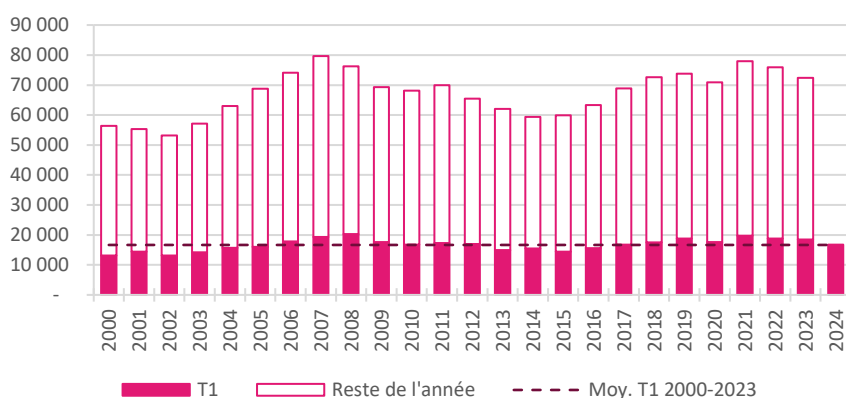
Emploi dans la Construction		Évol. 1 an	
Nombre de postes salariés (à fin mars 2024)	121 968	-2,0%	▼
Nombre d'intérimaires (en équivalent temps plein - moy. 1er trim. 2024)	12 454	-6,3%	▼
Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (à fin mars 2024)	19 977	-3,7%	▼

Nombre de postes salariés, d'intérimaires (en équivalent temps plein) et de demandeurs d'emploi (catégorie A) à chaque fin de trimestre dans la Construction



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction	Au T1 2024	Évol. par rapport au T1 2023
Nombre total de DPAE	16 720	-9,5% ▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	2 220	-9,3% ▼
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	5 890	-10,7% ▼
dont CDI	8 620	-8,8% ▼

Nombre de déclarations préalables à l'embauche recensées dans la Construction au 1<sup>er</sup> trimestre puis sur le reste de l'année



**Note :** Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Sources : ACOSS-URSSAF / URSSAF – données cvs  
Pôle emploi / DARES – données brutes

Alors que le nombre de postes salariés dans la Construction a progressé sans interruption depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié s'est stabilisé en 2022 et décroît même légèrement depuis l'été 2023. Ainsi, en mars 2024, le nombre de postes salariés dans le secteur Construction régional s'affiche 2% sous son volume de mars 2023.

L'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, a de son côté été moins sollicité par les entreprises de la construction de la région ce trimestre qu'il y a un an. Mais l'emploi intérimaire est très sensible aux événements conjoncturels, et les conditions climatiques plus rudes de cet hiver (chutes de neige dans les Alpes, intempéries sur le littoral) peuvent expliquer ce recul. La vision de long-terme montre au contraire une relative stabilité de l'emploi intérimaire depuis les déconfinements de l'été 2020.

Dans le même temps, le nombre de demandeurs d'emploi en Catégorie A (c'est-à-dire les personnes sans activité et tenues de chercher un emploi) dans le secteur Construction continue de refluer : il cède ce trimestre encore 4% de son volume du 1<sup>er</sup> trimestre 2023. Le nombre de demandeurs d'emploi dans la Construction a ainsi perdu près de 7 000 unités en huit ans dans la région, signe que les sorties de chômage restent bien plus nombreuses que les entrées.

Ces trois indicateurs suggèrent donc que, malgré le ralentissement réel de l'activité depuis un an, il n'y a pas, à ce jour, de grandes vagues de licenciement. Les entreprises de la construction semblent plutôt encore adeptes d'un statu quo, en ajustant à la marge leurs permanents (non-remplacement de départs à la retraite ou de départs volontaires, non-renouvellement de contrats temporaires, mise en activité partielle) tout en maintenant une « réserve » constante de ressources avec l'emploi intérimaire. La résilience du secteur Construction, comme probablement la crainte de ne plus réussir à recruter lorsque l'activité redémarrera, expliquent cette stabilité de l'emploi.

Corolaire à cette stabilité dans une période de ralentissement de l'activité, les intentions d'embauche reculent : au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, les déclarations préalables à l'embauche enregistrées par l'URSSAF se sont repliées de -10% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, neuvième trimestre consécutif de baisse en glissement annuel et plus bas volume trimestriel depuis 2016 (hors 2020). Tous les contrats sont concernés par cette baisse.

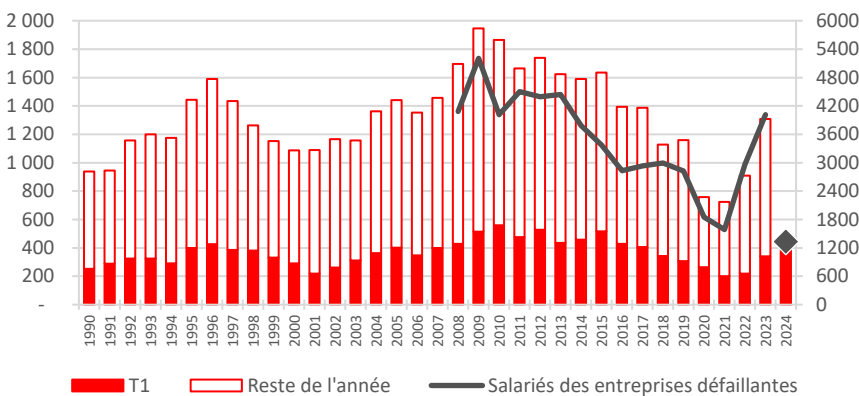




## ➤ Les créations d'entreprises de la Construction renouent avec la croissance malgré la hausse des défaillances

Les défaillances d'entreprises de la Construction	Au T1 2024	Évol. par rapport au T1 2023
Nombre d'entreprises sous le coup de procédures judiciaires	440	+28% ▲
Effectif salarié concerné par ces défaillances	1 330	+49% ▲

Nombre d'entreprises de la Construction sous le coup de procédure judiciaires au 1<sup>er</sup> trimestre puis sur le reste de l'année, et nombre de salariés concernés (sur l'ensemble de l'année)



**+28%**

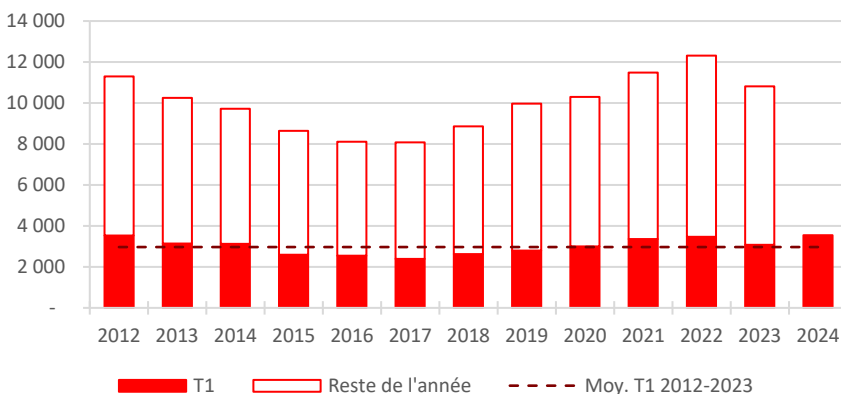
de défaillances d'entreprises de la Construction au T1 2024 par rapport au T1 2023

Après être tombées à un niveau historiquement bas en 2020 et 2021, les défaillances d'entreprises de la Construction sont logiquement remontées en 2022. Mais si la hausse avait jusque là été plutôt contenue, les procédures se sont nettement accélérées en 2023, retrouvant des niveaux qui n'avaient plus été observés depuis 6 ans. Et la dynamique s'accroît en 2024 : la Banque de France a recensé plus de 440 dossiers d'entreprises défaillantes dans la région au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, en hausse de +28% en un an. C'est le plus mauvais trimestre depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2015, témoignant d'un climat des affaires particulièrement difficile aujourd'hui pour les entreprises, soumises à la fois à un ralentissement économique et à la nécessité de rembourser le « quoi qu'il en coûte » gouvernemental (prêts, reports d'impôts et cotisations) mis en place pour oxygéner l'Économie pendant la crise Covid.

Si les défaillances augmentent donc nettement, on reste toutefois loin des niveaux enregistrés entre 2008 et 2015, précédente crise économique mondiale. Ce qui est en revanche inquiétant, c'est que les défaillances actuelles touchent beaucoup plus de salariés qu'avant : plus de 1 300 salariés sont aujourd'hui concernés par des procédures (+49% en un an). C'est le deuxième trimestre consécutif au-dessus des 1 300 salariés touchés, alors qu'il fallait précédemment remonter à 2015 pour observer un trimestre au-dessus des 1 000 unités. Mais à l'époque, 300 entreprises de plus étaient concernées. Cela signifie que les défaillances touchent désormais toutes les tailles d'entreprises, même les plus grosses habituellement plus résilientes.

Les créations d'entreprises de la Construction	Au T1 2024	Évol. par rapport au T1 2023
Nombre d'entreprises créées	3 540	+15% ▲
dont auto-entreprises	2 240	+18% ▲

Nombre d'entreprises de la Construction créées au 1<sup>er</sup> trimestre puis sur le reste de l'année



**+15%**

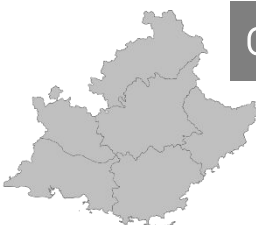
d'entreprises de la Construction créées au T1 2024 par rapport au T1 2023

En parallèle de ces défaillances, les créations d'entreprises de la Construction progressent dans la région, et même nettement : après un fort ralentissement en 2023 (-12% de nouvelles entreprises immatriculées par rapport à 2022), les immatriculations progressent de +15% au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, et même de +18% pour celles avec le statut d'auto-entrepreneurs, affichant dans les deux cas le plus haut volume trimestriel depuis le début du suivi statistique en 2012. Au-delà d'une confiance intacte à l'environnement économique régional, ces créations d'entreprises peuvent surtout être le fait de salariés ou d'entrepreneurs ayant vu leur précédente entreprise mettre la clé sous la porte ; ces derniers retiennent donc leur chance, parfois en se spécialisant, souvent sous le statut d'auto-entrepreneur ou d'indépendant.

**Note :** Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Sources : INSEE/Banque de France – données brutes





	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>						
Logements mis en chantier	+38,9% ▲	-13,6% ▼	-60,5% ▼	-19,8% ▼	-50,9% ▼	-19,2% ▼
Logements autorisés	+22,7% ▲	-33,2% ▼	+20,1% ▲	-4,5% ▼	-4,1% ▼	-20,0% ▼
<b>Bâtiment résidentiel - commercialisation</b>						
Mises en vente de logements par les promoteurs (indiv. + coll.)	n.s.	-58,7% ▼	-70,0% ▼	-46,9% ▼	-18,4% ▼	-17,5% ▼
Réservations de logements par les particuliers (indiv. + coll.)	+15,8% ▲	-26,9% ▼	-21,7% ▼	-35,5% ▼	-6,8% ▼	-41,8% ▼
Encours de logements (indiv + coll.)	+92,7% ▲	-21,0% ▼	-19,6% ▼	-6,5% ▼	+2,2% ▲	-12,8% ▼
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>						
Surface de locaux mis en chantier	+44,3% ▲	-42,6% ▼	-78,7% ▼	-3,2% ▼	-4,5% ▼	n.s.
Surface de locaux autorisés	-49,3% ▼	-44,7% ▼	-71,9% ▼	-9,7% ▼	+50,1% ▲	n.s.
<b>Travaux publics</b>						
Activité récente	+8,2% ▲	+9,1% ▲	+5,6% ▲	-0,4% ▲	-1,1% ▼	-6,1% ▼
<b>Matériaux</b>						
Production BPE	-46,2% ▼	+6,3% ▲	+6,2% ▲	-16,7% ▼	-20,6% ▼	-5,3% ▼
<b>Commande publique</b>						
Nombre de marchés de travaux publics	-10,1% ▼	+8,8% ▲	-8,4% ▼	+4,6% ▲	+1,4% ▲	-9,4% ▼
Montant des marchés de travaux publics	-53,5% ▼	-15,3% ▼	+40,7% ▲	+12,1% ▲	+59,8% ▲	+47,4% ▲
<b>Appareil de production</b>						
Emplois salariés dans la construction	-0,6% ▼	+1,2% ▲	-3,7% ▼	-0,5% ▼	-3,0% ▼	-3,8% ▼
Intérimaires Construction	+14,2% ▲	-18,1% ▼	-7,1% ▼	-2,8% ▼	-11,0% ▼	-10,6% ▼
Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A)	-2,6% ▼	-5,3% ▼	-5,4% ▼	-3,7% ▼	-1,4% ▼	-4,2% ▼
DPAE Construction	+0,4% ▲	+9,7% ▲	-15,3% ▼	-7,4% ▼	-5,8% ▼	-20,2% ▼

# COMPARAISON INTER-RÉGIONALES



## Évolution T1 2024 vs T1 2023

	Île-de-France	Centre-Val de Loire	Bourgogne-Franche-Comté	Normandie	Hauts-de-France	Grand Est	Pays de la Loire	Bretagne	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Auvergne-Rhône-Alpes	Provence-Alpes-Côte d'Azur
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>												
Logements mis en chantier	-12,9%	-33,3%	-12,7%	-8,8%	-31,6%	-30,3%	-12,3%	-20,5%	-29,1%	-19,5%	-15,2%	-37,0%
Logements autorisés	-10,0%	-26,8%	-29,5%	+8,6%	+21,4%	-14,3%	-24,6%	+3,7%	-13,3%	-31,1%	-9,8%	-1,1%
<b>Bâtiment résidentiel - commercialisation</b>												
Mises en vente de logements par les promoteurs (indiv. + coll.)	-50,2%	-59,9%	+8,3%	-38,4%	-66,5%	-39,7%	-2,8%	+10,8%	-44,5%	-26,3%	-35,2%	-44,6%
Reservations de logements par les particuliers (indiv. + coll.)	-19,3%	-32,7%	-26,4%	-31,3%	-35,9%	-33,4%	-11,4%	-16,9%	-32,6%	-20,3%	-26,8%	-25,9%
Encours de logements (indiv + coll.)	-8,2%	+21,7%	+13,1%	+8,8%	-10,2%	+10,5%	+8,9%	+27,5%	+12,9%	-1,7%	+3,9%	-7,6%
Prix moyen des logements collectifs	+0,2%	-1,3%	-4,1%	-6,0%	+0,6%	+1,9%	+4,4%	-3,4%	+1,6%	-2,9%	-1,9%	+1,4%
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>												
Surface de locaux mis en chantier	-4,1%	-21,5%	+12,7%	-39,9%	-0,5%	+4,3%	-13,6%	+2,4%	-32,9%	-10,5%	+13,1%	-16,5%
Surface de locaux autorisés	-5,8%	+27,0%	+40,6%	+6,7%	-17,5%	-18,4%	-12,9%	+0,6%	-5,2%	-11,7%	+5,3%	-3,0%
<b>Travaux publics</b>												
Activité récente	+36	+13	-52	-31	-1	-12	-12	-7	+8	+43	-21	-5
Prévision d'activité	-8	+7	+1	-19	-4	+13	+13	+19	-5	+19	+18	-6
Carnets de commande	-10	+20	-72	-44	+2	+17	+9	0	-8	+24	-12	-3
<b>Matériaux</b>												
Production BPE	-20,8%	-12,2%	-18,8%	-12,7%	-22,8%	-14,6%	-13,0%	0,0%	-17,7%	-26,1%	-18,1%	-11,6%
Production granulats	-17,7%	-26,1%	-18,1%	-11,6%	-16,9%	-17,5%	-13,8%	-15,6%	-11,2%	-15,1%	-15,2%	-16,0%
<b>Appareil de production</b>												
Emplois salariés dans la construction	-0,2%	-1,8%	-1,3%	0,0%	-0,6%	-1,9%	-1,7%	-1,0%	-2,0%	-2,8%	-1,5%	-2,0%
Intérimaires Construction	+1,4%	-6,5%	-12,7%	-8,2%	-6,1%	-4,8%	-10,8%	-7,7%	-9,5%	-9,4%	-13,2%	-6,3%
Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A)	-2,4%	-0,4%	+2,1%	+1,6%	-3,6%	+0,6%	+3,7%	+2,6%	+6,8%	+0,0%	+3,6%	-3,7%
DPAE Construction	-0,9%	-9,9%	-5,0%	-3,7%	+1,9%	-6,9%	-9,9%	-7,3%	-11,8%	-14,4%	-8,5%	-9,5%
Créations d'entreprises	+1,9%	-6,7%	-3,2%	-1,6%	-4,5%	-1,0%	-1,0%	-1,0%	-7,7%	-3,0%	-11,5%	-5,3%
Défaillances d'entreprises	+43,0%	+36,6%	+32,0%	+39,8%	+26,9%	+31,3%	+44,4%	+34,0%	+21,2%	+36,6%	+31,5%	+36,3%

Avec le concours des Membres de la CERC



Et avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC



Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

- SDES, Sit@del2
- SDES, ECLN
- Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation
- Enquête trimestrielle FNTP/INSEE
- Enquête trimestrielle FRTP/CERC PACA
- UNICEM
- ACOSS-URSSAF et URSSAF
- DARES
- Pôle emploi
- INSEE
- Banque de France
- Double Trade

